

CO2: justifier l'inertie?

Le Conseil fédéral l'a décidé, il n'y aura pas de taxe CO2 sur les carburants avant 2012. Pour répondre à l'échec de la politique actuelle – une augmentation de 9% des émissions alors qu'elles devraient baisser de 8% - il veut augmenter l'achat de certificats étrangers. Plus grave, le concept de «neutralité climatique» figure désormais parmi les éléments mis en consultation dans le cadre de la révision de la loi sur le CO2. D'après le SECO, «on entend par là le fait d'engager tous les émetteurs de gaz à effet de serre en Suisse à prendre des mesures de compensation à l'étranger à hauteur de leurs rejets. [...] La Suisse pourrait alors s'engager à réduire ses émissions de 100%; elle n'aurait, dès lors, plus besoin de se fixer des objectifs contraignants.»

Plutôt que de modifier ses pratiques et d'adapter ses technologies, la Suisse veut ainsi payer pour que d'autres le fassent. Cette démarche est hautement critiquable, au moins pour trois raisons. Ethique, d'abord. La Suisse fait partie des responsables de la crise climatique, les pays industrialisés ayant massivement émis du CO2 durant les dernières décennies. C'est à eux de s'engager pour résoudre le problème, et non aux pays en développement, qui sont souvent les premières victimes du réchauffement. Soyons crédibles: si nous ne sommes pas capables d'agir ici, comment oserions-nous exiger d'autres pays qu'ils fassent des efforts?

D'autre part, les projets étrangers ne sont de loin pas tous fiables. Selon une étude du WWF, 40% d'entre eux auraient été réalisés sans la vente de certificats. Ils n'apportent dès lors aucune réduction supplémentaire des émissions, ce qui rend la notion de «compensation» complètement virtuelle et fallacieuse. Elle constitue tout au plus une manière de se déculpabiliser à bon compte.

Enfin, en investissant prioritairement dans la baisse des émissions à l'étranger, la Suisse négligerait d'adapter sa propre économie à la révolution industrielle que constitue la fin de l'ère du pétrole. L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ouvrent un gigantesque marché pourvoyeur d'emplois. La Suisse, avec ses capacités de recherche et d'innovation, aurait les moyens de s'y positionner avantageusement.

Les projets à l'étranger ne sont pas pour autant à éliminer totalement de la stratégie helvétique. Ils offrent une flexibilité appréciable et répondent à un devoir, participer au transfert des technologies propres vers les pays en développement, afin qu'ils ne répètent pas nos erreurs. Cependant, ces projets ne doivent pas être un oreiller de paresse justifiant une inertie locale. Ils ne peuvent compenser nos émissions, mais doivent contribuer à la lutte internationale contre le réchauffement, en complément des efforts produits prioritairement sur notre propre territoire. Le label de qualité «Gold Standard», fondé par le WWF, devrait en outre être appliqué systématiquement, afin d'assurer un usage efficace de l'argent investi hors de nos frontières.

Adèle Thorens Goumaz, publié dans le 24 Heures le 6 mars 2008